



Monsieur le Président,

Nous allons aborder avec vous un premier exercice de dialogue social que nous souhaitons constructif dans un climat social difficile.

Climat social tendu en premier lieu sur la situation de l'emploi

A l'occasion de la période électorale qui s'ouvre, de nombreux observateurs déplorent le manque criant de moyens dans les services publics de la santé, de la justice, de l'enseignement, de la police.

Hélas, la DGFIP est la grande oubliée de ce constat. Pire, la DGFIP est l'administration cible qui sert de défouloir aux démagogues de tous bords pour qui la solution aux difficultés économiques du pays est la suppression des fonctionnaires.

Monsieur de Président, la DGFIP est à bout de souffle et n'a plus les moyens de fonctionner.

Las, le projet de loi de finances pour 2022 entérine 1506 nouvelles suppressions d'emploi dans notre ministère. 9700 emplois auront été détruits pendant ce quinquennat à la DGFIP.

La DGFIP va devoir faire face en 2022 à 5000 départs à la retraite plus 500 départs pour d'autres raisons. Le recrutement croissant d'emplois contractuels, plus de 1000 prévus en 2022, n'est pas une solution pour la CGT Finances publiques qui revendique la création d'emplois statutaires garantissant la neutralité des agents et qui bénéficient d'une formation initiale conséquente contrairement aux emplois contractuels qui doivent être formés sur place par les agents.

Climat social tendu aussi sur la situation des salaires :

Alors que partout en France la question du pouvoir d'achat et des salaires se pose avec acuité, le président de la république et le gouvernement, ont annoncé que le point d'indice des fonctionnaires ne serait pas revalorisé.

La ministre de la fonction publique considère que les conditions ne sont pas réunies pour revaloriser le point d'indice gelé depuis 2010 ce qui ramène les négociations salariales au prochain quinquennat ce qui n'est pas entendable pour la CGT finances publiques.

De plus 63 % des agent·es de la Fonction publique sont des femmes, mais les emplois à prédominance féminine sont sous-valorisés, y compris à qualification et diplôme égaux.

Une 1ere négociation collective s'est déroulée à la DGFIP, l'unité syndicale conservée tout au long des négociations a permis d'accroître l'enveloppe proposée au départ par la Direction générale.

Pour autant, les sommes allouées sont largement insuffisantes et absolument pas à la hauteur de l'engagement de tous les agents de la DGFIP.

La CGT revendique le dégel du point d'indice pour l'ensemble de la fonction publique et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat de ces dernières années.

A la suite de cette négociation, le protocole d'accord prévoit une enveloppe destinée à améliorer le cadre de vie et de l'environnement de travail des agents. Pour la CGT, cette enveloppe visant à améliorer la qualité de vie des agents au travail, doit être négociée au plus près du terrain et des besoins des agents.

Monsieur le Président , le 6 décembre, vous avez fait partir un message à tous les agents pour leur demander de se prononcer rapidement sur leurs souhaits. Pour la CGT les discussions doivent se dérouler selon un autre mode opératoire.

La CGT demande à être associée à la mise en œuvre de ce protocole et demandons des HMI dédiées, animées par les organisations syndicales, pour pouvoir participer aux débats avec les agents.

Aucun agent ne doit être exclu de ce dispositif, notamment ceux qui travaillent dans les services qui vont fermer. Les agents doivent être informés des propositions faites et la direction doit nous communiquer chaque fiche.

La CGT ne se leurre pas sur ces négociations qui ne sont que l'arbre qui cache la forêt de la destruction de nos missions, emplois et règle de gestion.

On ne peut pas évoquer la situation sociale à la DGFIP sans évoquer le NRP.

La CGT réaffirme son opposition totale à ce projet et demande que les réformes soient à minima suspendues en raison du contexte sanitaire.

Ces réorganisations, la crise sanitaire et le télétravail génèrent des risques psychosociaux et plongent les agents dans une grande souffrance, à l'image des SIP

de Morlaix et Quimper qui sur fond de déficit d'emploi subissent un management par l'urgence.

D'ailleurs la lecture du DUERP est édifiante tant les agents soulignent des charges de travail croissantes, un manque crucial de moyens humains, des difficultés d'adaptation aux outils informatiques en constante évolution et un manque de visibilité pour leur avenir !

Monsieur le directeur, lors de notre première entrevue, la CGT vous alertait sur la difficulté de la DDFIP du Finistère à assurer les missions qui lui sont confiées.

Parmi ces missions défailtantes figure la mission de relance amiable des déclarations de successions que vous êtes contraint de transférer de l'enregistrement au PCR. P.

Pour conclure, Monsieur le Président , la CGT Finances Publiques tient à réaffirmer sa volonté d'instaurer un dialogue social de qualité qui implique des débats contradictoires respectueux mais aussi des échanges informations entre la direction et les syndicats.